

Numéro 488

Du

11 octobre 2019

au

18 octobre 2019

CNAFAL

19 rue Robert
Schumann

94270

Le Kremlin Bicêtre

09 71 16 59 05

cnafal@cnafal.net

Ce bulletin hebdomadaire ne contient pas les positions du CNAFAL mais des points d'actualité(s) avec des textes pouvant vous être utiles... et il s'agit donc là d'informations brutes non commentées.

Consommation et vie courante

Chauffage collectif :

La mise en service du chauffage collectif dans les immeubles, est fixée par le syndic. Cependant, elle est généralement prévue pour le 15 octobre.



- **Article R111-6 du Code de la construction et de l'habitation**
- **Article R131-20 du Code de la construction et de l'habitation**

Fiscalité :

La date limite de paiement de la taxe foncière est le 15 ou le 20 octobre selon les moyens de paiement. Il faut savoir qu'en cas de télépaiement les prélèvements se feront à partir du 25 octobre.

- **Vos échéances fiscales**
- **Je choisis mes modes de paiement**

Appel à projets :



La Fondation Bouygues Telecom lance un appel à projets en matière de numérique. Parmi les thèmes principaux on trouve la lutte contre l'illettrisme et l'exclusion numérique.

- **Appel à projets – Client Bouygues Telecom parrainez le projet de votre association**

Arnaque :

La DGCCRF alerte les consommateurs sur les risques de démarchages liés au sinistre de l'usine de Lubrizol. Elle délivre à ce sujet des conseils de prudence face à des entreprises peu scrupuleuses.

- **Article**

Produits ménagers et biocides :

La DGCCRF publie les résultats de son enquête sur la conformité de ces produits notamment en matière d'étiquetage. Le taux d'anomalies est assez important puisqu'il est de 47%.



- **Résultats de l'enquête**

Consommation et vie courante

Banque :

Face au taux important de tentative d'escroquerie et de captation de données bancaires, le Fédération bancaire française publie un nouveau guide sur la cybersécurité au quotidien.



- **Cybersécurité au quotidien - 9 réflexes clés**

Energie :



La Cour de cassation a eu à examiner si certaines clauses de contrat étaient illicites. La Cour a ainsi constaté que l'offre de fourniture d'électricité ou de gaz naturel doit préciser, dans des termes clairs et compréhensibles, le délai prévisionnel de fourniture de l'énergie, ce qui n'est pas le cas dans une des clauses litigieuses. La pénalité encourue par le consommateur en cas de retard de paiement, ne s'accompagnant d'aucune pénalité réciproque en cas de manquement de la société à son obligation principale de fourniture d'énergie, est une clause illicite.

- **Cour de cassation, 26 septembre 2019, p. n°18-10890**

Transports aériens :

La Cour de cassation a statué sur un litige au sujet de l'application au nom de la législation communautaire suivant le type de vol. L'arrêt casse et annule le jugement car d'une part le règlement Européen ne s'applique à l'égard des passagers au départ d'un aéroport situé dans un Etat tiers, qu'à la double condition que le vol ait été à destination d'un aéroport situé dans un Etat membre et qu'il ait été assuré par un transporteur communautaire et que d'autre part cela ne s'applique à l'égard des passagers dont le vol est assuré par un transporteur non communautaire que s'il est au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un Etat membre soumis aux dispositions du traité ce qui n'est pas le cas en l'espèce.



- **Cass, Civ 1, 26 septembre 2019, p. n°18-21188**

Familles

La modulation des allocations familiales selon les revenus, est approuvée par la majorité de la population. Ils estiment notamment que les familles monoparentales doivent être davantage soutenues.

- **Etude de la DREES – Numéro 1126**



Bulletin d'informations du CNAFAL

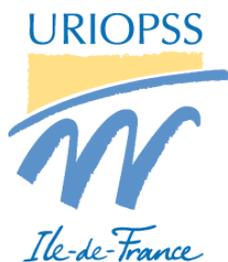
Protection de l'enfance

En France, les enfants subissant des agressions sexuelles incestueuses, sont nombreux. Peu d'entre eux portent plainte et la prise en charge médico-psychologique n'est pas adéquate. Le gouvernement prévoit de lancer un plan de lutte contre ces violences avant la fin de l'année.

- **Violences sexuelles dans l'enfance – Enquête auprès des victimes**

Social

Santé :



L'URIOPSS Ile-de-France qui est la première organisation de la santé et de la solidarité sur le territoire francilien, a révélé ses 19 propositions pour un "pacte social". L'accès au parc social pour les professionnels en fait partie.

- **Communiqué de presse du 3 octobre 2019**
- **Les 19 propositions de l'URIOPSS pour un nouveau pacte social en Île-de-France**

Pétition :

Suite à la parution des décrets qui réforment les formations sociales, les étudiants du secteur se mobilisent pour exiger des sessions de rattrapage en 2020, par le biais d'une pétition en ligne.



- **Étudiants en Travail Social en Force**

Précarité



Assurance chômage :

La Fédération des acteurs de la solidarité s'insurge contre la réforme de l'assurance chômage, qui ne pourra qu'accentuer la pauvreté.

- **Communiqué du 7 octobre**

Projet de loi :

L'article 15 du projet de loi relatif à "l'engagement dans la vie locale et la proximité de la vie publique" fait l'objet de nombreuses réactions de la part des associations du secteur social, qui exigent la réécriture de ce texte.

- **Amendes de 500 euros : les personnes sans-abri menacées**

Energie :

Le nombre de consommateurs ne pouvant pas régler leurs factures d'énergie, pour des causes diverses (factures de régularisation élevée ou logements énergivores) est en hausse. Contacter son fournisseur est essentiel pour négocier un échéancier.



- **Énergie : les interventions pour impayés repartent à la hausse**

Santé

Homéopathie :

Le taux de remboursement des produits homéopathiques baissera à partir du 1^{er} janvier 2020. A partir de 2021, certaines préparations ne seront plus du tout remboursées. En voici la liste.



- **Arrêté du 4 octobre 2019 portant radiation de médicaments homéopathiques**

Prévention :

On le sait, utiliser des pesticides peut être dangereux. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, conseille, entre autres, de porter des gants.

- **L'Anses publie les résultats de l'étude Pesti'home sur les usages des pesticides à domicile**

Cancer du sein :

Le dépistage du cancer du sein peut sauver bien des vies. Il faut le faire tous les deux ans à partir de 50 ans.

- **Prévention du cancer du sein**
- **Le programme de dépistage : les réponses à vos questions**



Handicap

Les dispositifs d'emploi accompagnés conventionnés, sont listés par territoire et par ordre alphabétique dans un annuaire publié par le Collectif France emploi. Ceci dans un objectif d'insertion professionnelle.

- **Annuaire des Dispositifs d'Emploi Accompagné conventionnés**

Il vaut mieux hasarder de sauver un coupable que de condamner un innocent.

(Voltaire 1694/1778)

Voltaire